



البنك المركزي التونسي
BANQUE CENTRALE DE TUNISIE

Direction Générale de la Politique Monétaire

NOTE SUR LES EVOLUTIONS ECONOMIQUES ET MONETAIRES

Mars 2020



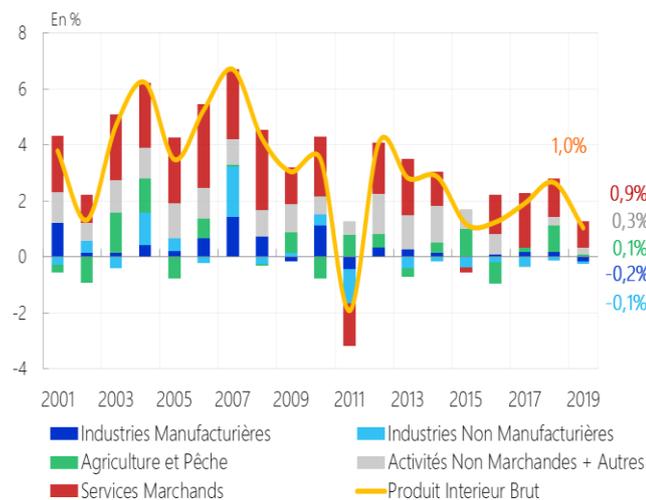
APERÇU GENERAL

- Ralentissement de l'activité économique, en 2019, portant la marque de la contreperformance du secteur industriel, notamment les industries exportatrices et le secteur du transport.
 - Poursuite de la détente de l'inflation, en février 2020, pour s'établir à 5,8% après 5,9% un mois auparavant. On notera également un ralentissement de l'inflation sous-jacente « hors produits alimentaires frais et produits à prix administrés » (6,1% en février 2020) bien que persistant à un niveau élevé.
 - Atténuation du déficit courant à 1.230 MDT (ou 1% du PIB), à fin février 2020, contre 1.592 MDT (ou 1,4% du PIB) un an auparavant. Cette contraction a été favorisée par la bonne tenue de la balance des services.
 - Maintien des réserves de change au-dessus du seuil de 90 jours d'importation, avec 6.997 MUSD ou 112 jours d'importation à la date du 13 mars 2020.
 - Accélération du rythme de progression de la masse monétaire au sens de M3, en janvier 2020 (+10% en G.A, contre +8,4% en décembre 2019) tirée, notamment, par la hausse des créances nettes sur l'Etat.
 - Poursuite de la baisse des besoins des banques en liquidité à 10,8 milliards de dinars, en février 2020, après avoir franchi la barre des 16 milliards de dinars un an auparavant..
 - Augmentation du TMM à 7,84% en février 2020 après 7,81% le mois précédent.
 - Action proactive de la politique monétaire pour atténuer la portée des effets de la pandémie COVID-19 sur l'économie nationale.
-

1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE EN 2019

En 2019, l'activité économique s'est fortement ralentie en évoluant de +1,0%, en glissement annuel (G.A) après +2,7% en 2018. La croissance a été portée principalement par la bonne tenue des services marchands (+0,9pp) et par la contribution positive des « activités non marchandes et autres » (+0,3pp) et, à un moindre degré, du secteur agricole (+0,1pp). Toutefois, la contreperformance des industries manufacturières (-0,2pp) et non manufacturières (-0,1pp) a tiré la croissance globale vers le bas.

Graph. 1. Contributions sectorielles à l'évolution annuelle du PIB aux prix constants 2010

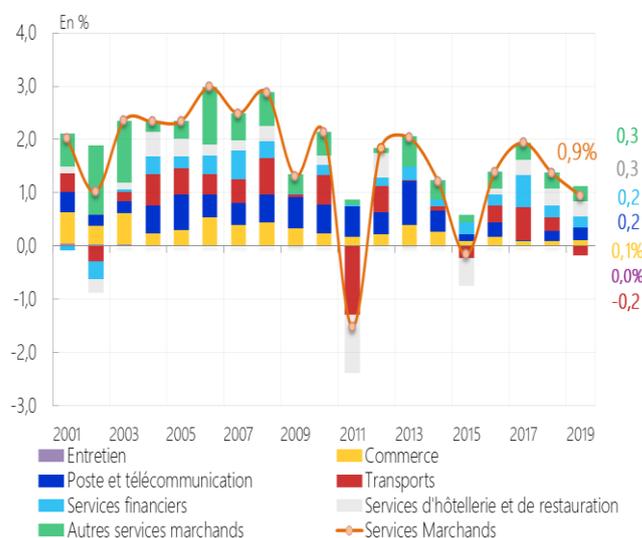


Dernière Observation: 2019. Source : INS

Du côté des services marchands, la VA¹ a progressé de +2,2% en 2019, contribuant à raison de +0,9pp à la croissance globale. Cet accroissement porte la marque d'une bonne performance des branches de « l'hôtellerie et de la restauration » et des « autres services marchands » dont la VA a évolué respectivement de +6,8% et +2,5%, contribuant chacune à hauteur de +0,3pp à la croissance globale. En outre, la contribution a

été de +0,2pp pour chacune des branches de « télécommunication » et « services financiers » dont la VA a évolué, respectivement, de +3,7% et +4,6%. L'activité commerciale a également contribué positivement à la croissance globale à hauteur de 0,1pp, en progressant de +1,1% en 2019. Ces évolutions ont été partiellement compensées par la contraction de l'activité du secteur du transport (-2,4%, soit une contribution de -0,2pp) (Cf. Graph 2).

Graph. 2 : Contributions sectorielles des services marchands à la croissance globale



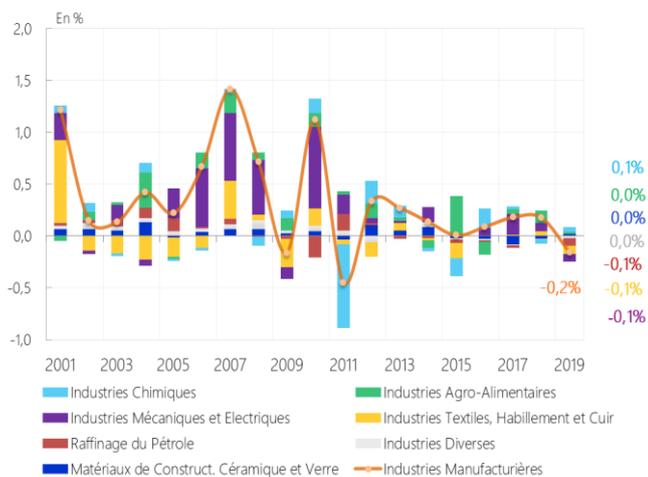
Dernière Observation: 2019. Source : INS

Quant à la VA dans *les industries manufacturières*, elle a reculé de 1,0% en 2019, contre une hausse de 1,2% en 2018, amputant la croissance globale de -0,2pp. Cette contreperformance porte la marque de la contraction de la VA des secteurs des « industries mécaniques et électriques IME » et des « industries du textile, habillement et cuir THC » (-3,0% et -1,5% respectivement), contribuant chacune à raison de -0,1pp à la croissance et ce, en relation avec le ralentissement de l'activité dans la Zone Euro et la persistance des difficultés au niveau du

¹ VA : Valeur Ajoutée.

secteur du THC qui peine encore à redécoller. Pour sa part, l'activité du raffinage du pétrole a chuté de 50,3% en 2019, contre une hausse de 3,5% en 2018, amputant la croissance globale de -0,1pp. En revanche, la reprise de la VA dans les industries chimiques (3,4% après -3,0% en 2018, soit +0,1pp) a permis d'atténuer relativement la baisse de la VA de l'ensemble du secteur. En outre, les industries des «matériaux de construction, céramiques et verre (MCCV)» et celles agroalimentaires (IAA) dont la VA a progressé respectivement de 2,0% et 0,6% en 2019, après avoir évolué de -2,1% et +4,0% une année auparavant, ont affiché des contributions quasiment nulles au cours de l'année 2019 (Cf. Graph 3).

Graph. 3 : Contributions sectorielles des industries manufacturières à la croissance globale

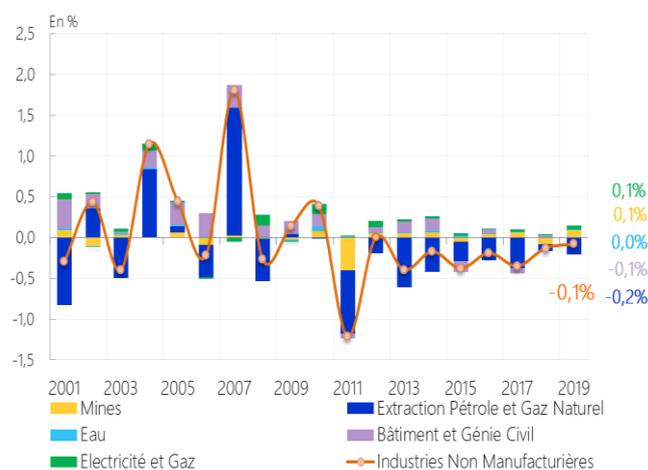


Dernière Observation: 2019. Source : INS

Concernant *les industries non manufacturières*, la croissance annuelle est restée dans un territoire négatif depuis l'année 2013, en évoluant de -1,0% en 2019, contribuant négativement à la croissance globale à hauteur de -0,1pp. Cette évolution reflète, notamment, les difficultés grandissantes au niveau du secteur énergétique suite à des problèmes techniques récurrents au

niveau de quelques champs et l'arrêt de production dans certaines concessions. D'ailleurs, comparativement à l'année précédente, la VA des branches « extraction de pétrole et de gaz naturel » a reculé de 8,1%, contribuant à raison de -0,2pp à la croissance. En revanche, la VA minière a connu une reprise, en 2019, soit +21,1% contre -17,1% une année auparavant (+0,1pp) favorisée par la hausse de la production du phosphate brut qui a atteint 4.108 mille tonnes sur toute l'année 2019 après avoir enregistré 2.803 mille tonnes en 2018, soit une variation annuelle de +46,6%. De son côté, le secteur « de l'électricité et du gaz » a affiché une forte amélioration de sa VA, par rapport à l'année précédente de 4,7% après 0,9% en 2018, contribuant à hauteur de 0,1pp à la croissance du secteur (Cf. Graph 4).

Graph. 4 : Contributions sectorielles des industries non manufacturières à la croissance globale



Dernière Observation: 2019. Source : INS

Du côté du secteur de l'agriculture et de la pêche, la VA a affiché une décélération de son rythme de progression, en 2019, en évoluant de +0,8% seulement, après avoir augmenté de 11,3% en 2018. Ceci est attribuable, essentiellement, à la campagne oléicole 2018/2019 très modeste (700 mille tonnes d'olives à huile contre 1.625 mille

tonnes durant la campagne précédente) dont l'effet sur le secteur aurait été plus prononcé n'eût été la production céréalière exceptionnelle. En effet, la production des céréales de la campagne 2018/2019 a totalisé près de 23,8 millions de quintaux, soit un niveau jamais atteint depuis 2009, contre 14,1 millions de quintaux une saison auparavant (Cf. Graph 5).

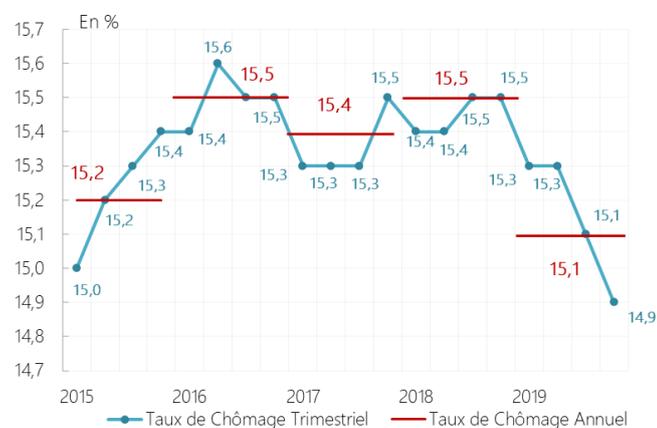
Graph. 5 : Production annuelle des olives à huile et des céréales et la VA « agriculture et pêche »



Dernière Observation: 2019. Source: INS, ONAGRI et calcul BCT

Sur un autre plan, l'évolution récente de l'activité s'est accompagnée d'une baisse du taux de chômage, revenant de 15,5% au T4-2018 à 14,9% au T4-2019. Le taux moyen annuel s'est, en conséquence, replié puisqu'il est revenu de 15,5% en 2018 à 15,1% en 2019 (cf. graph 6).

Graph. 6 : Evolution du taux de chômage



Dernière Observation: 2019. Source : INS

2. EVOLUTION RECENTE DE L'INFLATION

Le taux d'inflation a poursuivi, en février 2020, sa tendance baissière pour s'établir à 5,8% (en G.A) après 5,9% en janvier 2020 et 7,3% une année auparavant (Cf. Graph 7). Cet apaisement a été favorisé par la nette décélération des prix des produits alimentaires frais et le léger ralentissement de l'inflation sous-jacente. Par ailleurs, les prix administrés ont plutôt connu une accélération de leur rythme de progression, en février 2020.

Graph. 7 : Évolution de l'inflation globale

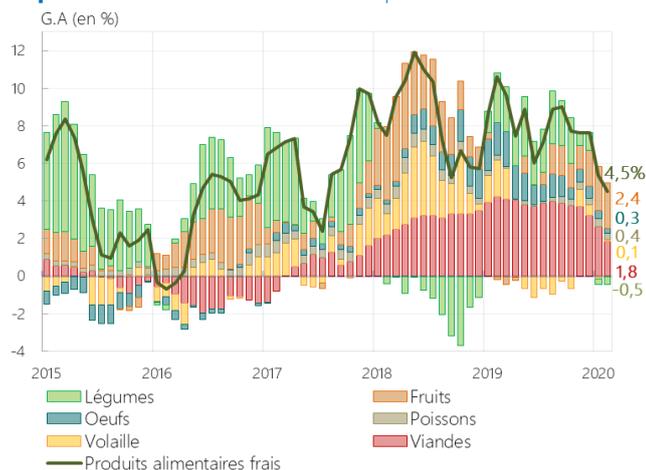


Dernières Observations: Février 2020.

Sources : INS & Calcul BCT.

Au niveau des produits alimentaires frais, l'atténuation des tensions sur les prix (4,5% en G.A après 5,4% en janvier 2020) est imputable, essentiellement, à la poursuite de la baisse des prix des légumes (-1,7% en G.A après -1,1%) qui s'est conjuguée au ralentissement des prix de la viande rouge (+6,9% en G.A après +10,0%), des œufs (+4,3% en G.A après +6,8%) et des poissons frais (+5,4% en G.A après +6,4%). Cette décélération a contrasté avec la reprise des prix de la volaille (+0,5% en G.A après -1,1%) et l'accélération des prix des fruits (+12,8% en G.A après +12,5%) (Cf. Graph 8).

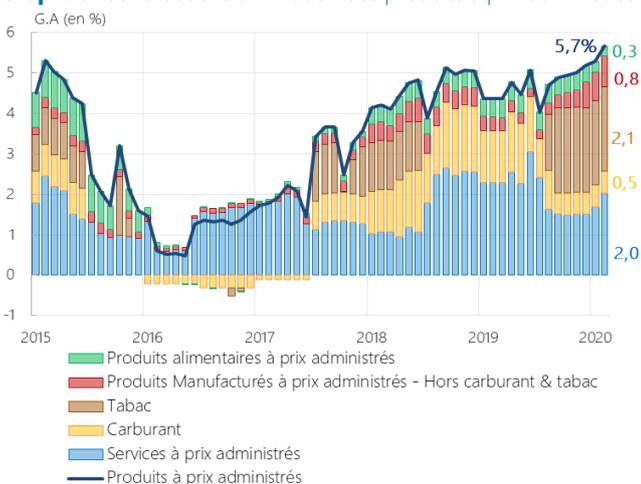
Graph. 8: Contributions à l'inflation des produits alimentaires frais



Dernière Observations: Février 2020.
Sources : INS & Calculs BCT.

Quant aux *prix administrés*, l'accroissement s'est poursuivi, en février 2020, à un rythme légèrement supérieur à celui du mois précédent (5,7% en G.A après 5,3% en janvier 2020) portant la marque de l'ajustement à la hausse des tarifs du transport (3,3% en G.A après 0,8%), à savoir, ceux du transport routier par louage et par taxi privé et ceux du transport aérien de passagers (Cf. Graph. 9).

Graph. 9: Contributions à l'inflation des produits à prix administrés



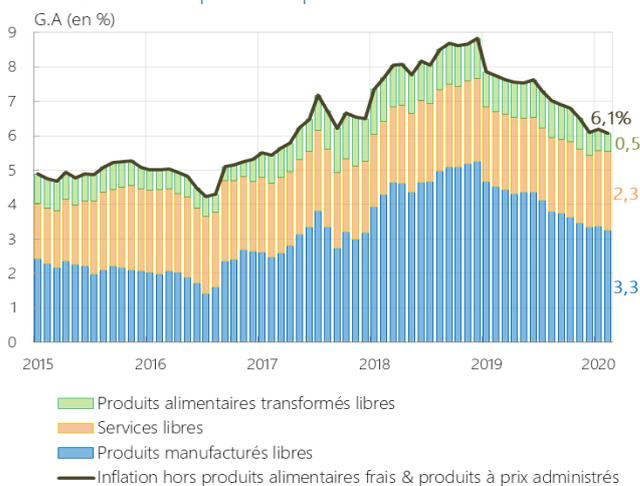
Dernière Observations: Février 2020.
Sources : INS & Calculs BCT.

S'agissant de *la principale mesure de l'inflation sous-jacente*², elle a enregistré un léger ralentissement durant le mois de février 2020

² Inflation hors produits alimentaires frais et produits à prix administrés.

pour s'établir à 6,1% après 6,2% en janvier et 7,8% un an auparavant (Cf. Graph 10). Ce ralentissement a été favorisé, d'une part, par la poursuite de la baisse notable des prix de l'huile d'olive (-20,5% sur un an après -16,7%) et d'autre part, par le recul des prix des voitures (-2,5% après -2,2%) tirant profit de la stabilité relative du taux de change du dinar.

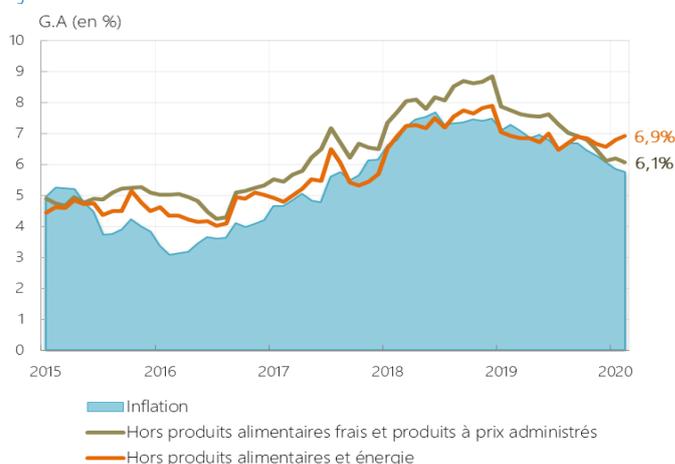
Graph. 10: Contributions à l'inflation sous-jacente « hors produits alimentaires frais et produits à prix administrés »



Dernières Observations: Février 2020.
Source : INS & Calcul BCT.

Par ailleurs, la deuxième mesure de l'inflation sous-jacente, « hors produits alimentaires et énergie », s'est légèrement accrue en février 2020 pour s'établir à 6,9% en G.A et ce, après 6,8% en janvier 2020 (Cf. Graph 11).

Graph. 11: Évolution des différentes mesures de l'inflation sous-jacente



Dernières Observations: Février 2020. Sources : INS & Calcul BCT.

Sur un autre volet, *l'indice des prix à l'importation* (Cf. Graph 12) a poursuivi, en février 2020, son ralentissement, tirant profit de l'appréciation du dinar depuis le mois d'avril 2019. Sur un an, l'indice global a évolué de +5,3% en février 2020 après +5,7% en janvier 2020 et 18,6% un an auparavant. Cette atténuation a revêtu un caractère quasi-généralisé. Les prix ont poursuivi leur baisse dans le secteur agricole et agroalimentaire (-3,4% après -1,1%) et ont connu plutôt une détente au niveau des secteurs des « industries mécaniques et électriques IME » et du « textile, habillement et cuir THC » (3,1% et 5,3% respectivement, en février 2020, après 4,4% et 7,3% un mois auparavant).

Graph. 12 : Évolution des prix à l'importation



Dernières Observations: Février 2020.

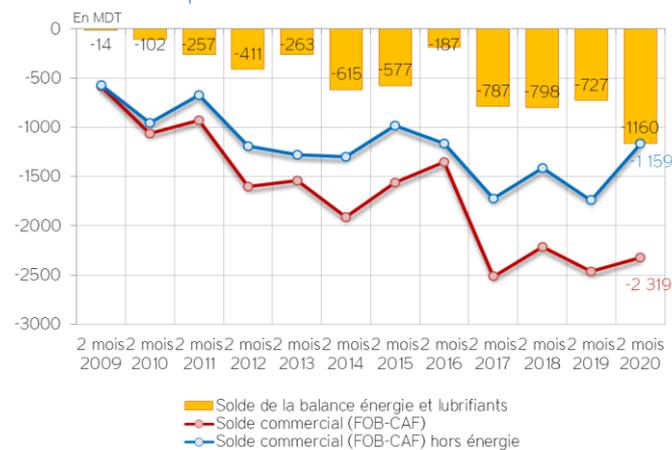
Sources : INS & Calcul BCT.

3. PAIEMENTS EXTERIEURS ET TAUX DE CHANGE

Le déficit commercial (FOB-CAF) s'est établi, au terme du mois de février 2020, à 2.319 MDT contre 2.462 MDT une année auparavant. Cette relative atténuation est liée à la baisse des importations à un rythme plus important que celui des exportations (-2,5% contre -1,5%). Hors

énergie, le déficit commercial s'est sensiblement réduit, en s'élevant à 1.159 MDT contre 1.736 MDT à fin février 2019 (Cf. Graph 13).

Graph. 13: Solde commercial (FOB-CAF) en millions de dinars au titre des deux premiers mois de l'année



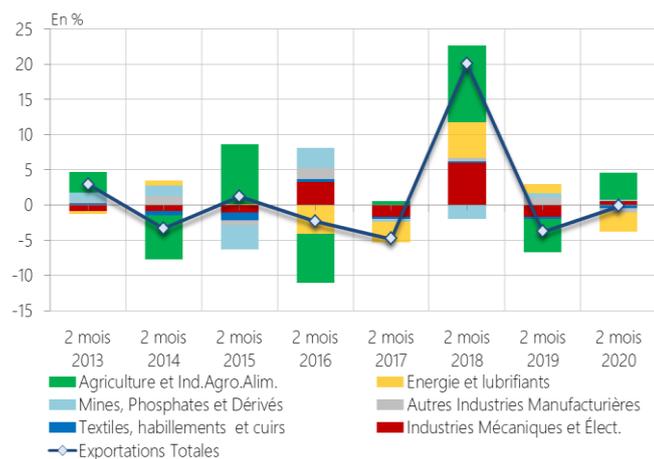
Dernière observation : Février 2020.

Source : INS.

Les recettes d'exportation se sont élevées, à fin février 2020, à 7,6 milliards de dinars contre 7,7 milliards une année auparavant. La légère baisse des recettes d'exportation est expliquée par le repli des prix à l'export de -1,3% après une hausse de 21,3% une année auparavant. Hors effet-prix, les exportations en volume ont accusé une légère baisse de -0,1% contre -3,7% à fin février 2019 (Cf. Graph 14). Dans le détail, les exportations sectorielles ont connu des évolutions contrastées. En effet, le volume des exportations des industries agroalimentaires (IAA) a enregistré une forte hausse de 26,6% après un repli de -25,2% un an auparavant, favorisée notamment par l'amélioration des ventes de l'huile d'olive (64 mille tonnes au terme des deux premiers mois de l'année contre 32,7 mille tonnes à fin février 2019). Egalement, les exportations des IME et des industries des mines et phosphates ont enregistré des hausses de 1,4% et 4,5% respectivement, contre -3,9% et 17,7% un an auparavant. Par ailleurs, les volumes

des exportations des industries THC, de l'énergie et des autres industries manufacturières se sont contractés respectivement de -2,4%, -32,7% et -5,1%, contre -1,9%, 18,9% et 10,6%, à fin février 2019.

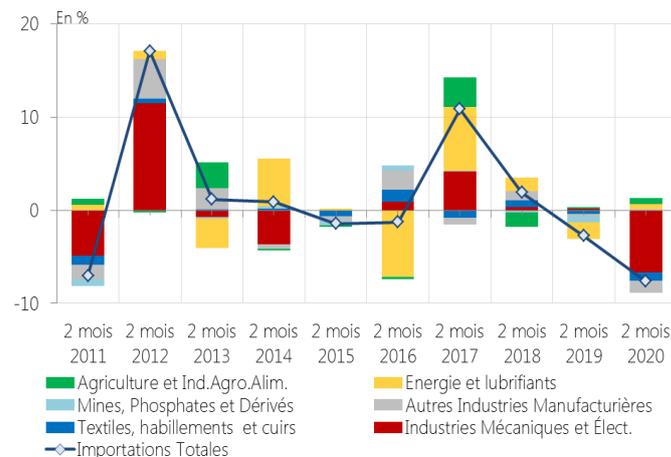
Graph. 14: Contribution à la croissance des exportations en volume (aux prix constants de 2015) au titre des deux premiers mois de l'année



Dernière observation : Février 2020.
Source : INS.

S'agissant des importations, la facture s'est élevée, à fin février 2020, à 9,9 milliards de dinars, contre 10,2 milliards un an auparavant. Les prix à l'import ont ralenti, durant les deux premiers mois de 2020, à 5,5% en moyenne, contre 18,7% au cours de la même période de 2019. En volume, les importations se sont contractées de -7,6% après -2,8% à fin février 2019 (Cf. Graph 15). Cette évolution a résulté des baisses marquantes des importations des industries IME (-15,3% contre 0,4% à fin février 2019), THC (-7,9% après -3,8%) et des autres industries (-6,9% après -1,3%). En revanche, les importations des secteurs de l'énergie, des industries agroalimentaires et des mines et phosphates ont affiché des hausses de 4,6%, 5,7% et 4,6% respectivement contre -12,2%, 0,6% et -32,8% un an auparavant.

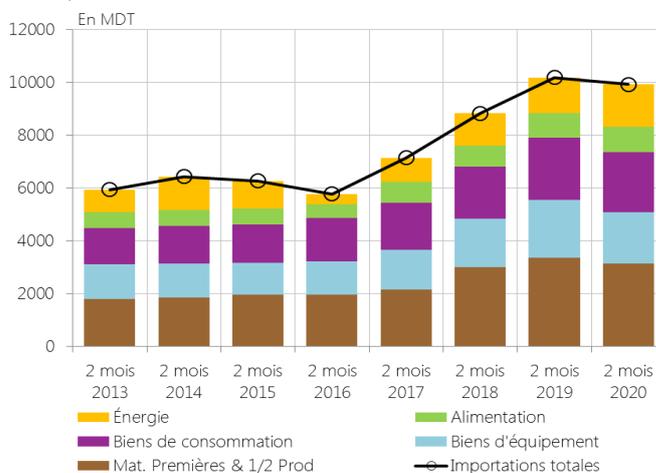
Graph. 15: Contribution à la croissance des importations en volume (aux prix constants de 2015) au titre des deux premiers mois de l'année



Dernière observation : Février 2020.
Source : INS.

Par principal groupe de produits, les importations des matières premières et demi-produits ont baissé, à fin février 2020, à 3,1 milliards de dinars contre 3,4 milliards une année auparavant (Cf. Graph 16). De même, les importations des biens d'équipement importés ont reculé de 11,5% pour s'établir 1,9 milliard de dinars contre 2,2 milliards, à fin février 2019. La facture des achats des produits de consommation s'est élevée à 2,3 milliards de dinars, en baisse de -3,6%, par rapport aux réalisations d'un an auparavant.

Graph. 16: Les importations par groupe de produits au titre des deux premiers mois de l'année



Dernière observation : Février 2020.
Source : INS.

S'agissant de la balance des services, les recettes touristiques se sont nettement affermies pour avoisiner, à fin février 2020, un montant de 723 millions de dinars (l'équivalent de 232 millions d'euros), et ce, contre 567 millions de dinars (ou 164 millions d'euro) durant la même période de l'année précédente (Cf. Graph 17).

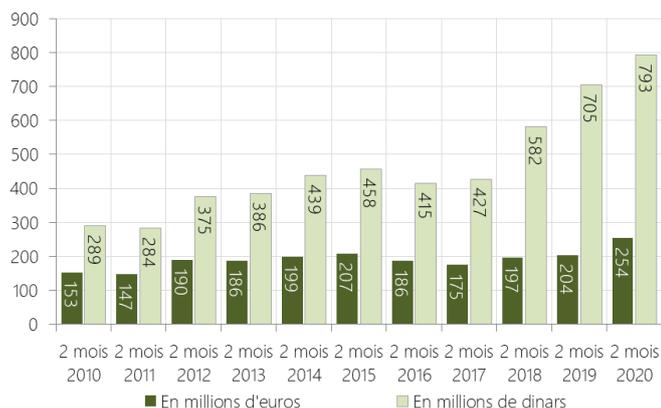
Graph. 17: Recettes touristiques exprimées en euro et en dinar au titre des deux premiers mois de l'année 2020



Dernières observations : Février 2020.
Source : BCT.

De même, les revenus du travail (en espèces) se sont consolidés durant les deux premiers mois de l'année 2020, en cumulant 793 MDT (l'équivalent de 254 millions d'euros), en hausse de 12,5% comparativement aux réalisations de la même période de l'année précédente (705 MDT ou 204 millions d'euros) (Cf. Graph 18).

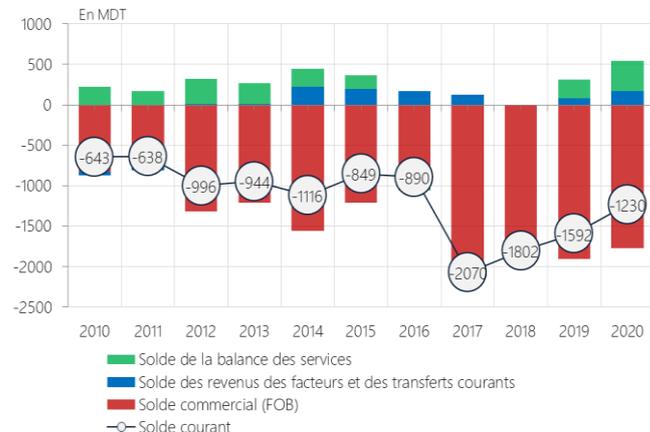
Graph. 18: Revenus du travail exprimés en euro et en dinars au titre des deux premiers mois de l'année



Dernières observations : Février 2020.
Source : BCT.

La consolidation de la balance des services ainsi que l'amélioration des revenus des facteurs et des transferts courants, durant les deux premiers mois de 2020, ont contribué à l'atténuation du déficit de la balance des opérations courantes. Ainsi, le solde courant s'est rétréci à -1.230 MDT (ou -1% du PIB) après -1.592 MDT (ou -1,4% du PIB) une année auparavant (Cf. Graph 19).

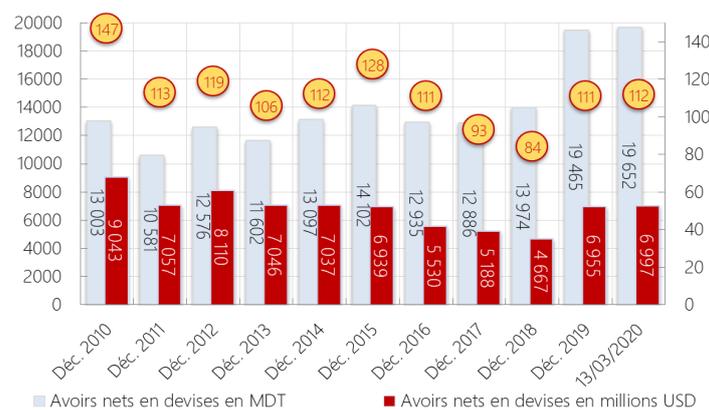
Graph. 19 : Solde courant en MDT et par principal poste (données des deux premiers mois de l'année).



Dernières observations : Février 2020.
Source : BCT.

S'agissant des réserves en devises, elles se sont élevées à 6.997 millions de dollars américains (ou 112 jours d'importation), au 13 mars 2020, en hausse de 4,7% par rapport au mois de février 2020 et de 0,6% par rapport à fin 2019 (Cf. Graph 20).

Graph. 20 : Evolution des avoirs nets en devises (en MDT et en millions de dollars US)



Dernières observations : 13 mars 2020.

Le taux de change du dinar face à l'euro s'est apprécié, en février 2020, de 11,2% (en G.A.) et de 0,4% par rapport au mois de janvier 2020. Face au dollar américain, le taux de change du dinar s'est apprécié de 6,8% (en G.A.) et s'est déprécié de 1,4% comparativement au mois précédent (Cf. Graph 21). Par rapport à son niveau atteint à la fin de l'année 2019, le taux de change du dinar s'est déprécié, au 13 mars 2020, de 1,4% et de 1,8% vis-à-vis de l'euro et du dollar, respectivement.

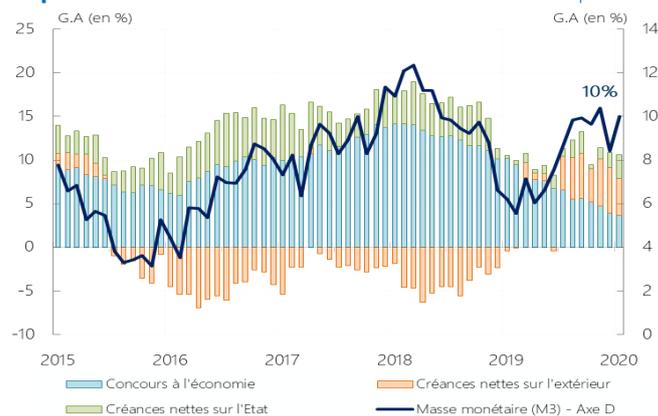
Graph. 21 : Evolution des taux de change



4. MONNAIE ET CREDIT

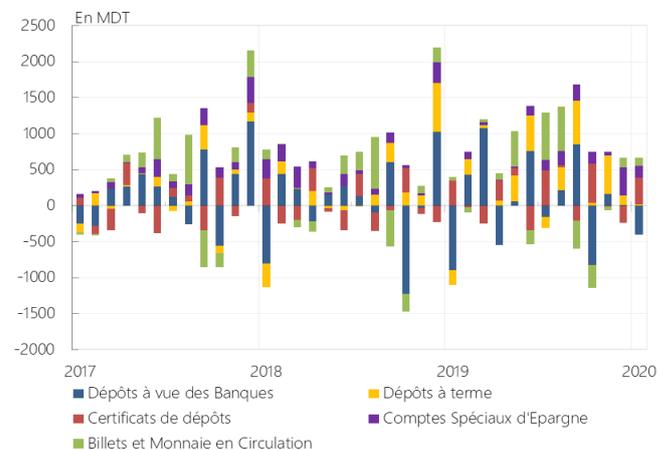
En Janvier 2020, la masse monétaire au sens de M3 s'est accrue de 10,0% en G.A contre 8,4% en décembre 2019 et 6,2% une année auparavant. Cette accélération reflète principalement la hausse de la contribution des créances nettes sur l'Etat (+2,7pp contre +1,7pp en décembre). Toutefois, la contribution des concours à l'économie et des créances nettes sur l'extérieur s'est ralentie (+3,7pp et +4,2pp contre +4,0pp et +5,2pp respectivement) (Cf. Graph 22).

Graph. 22 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



Pour leur part, les ressources monétaires ont connu une quasi-stabilité en janvier 2020, comparativement au mois de décembre 2019, portant la marque de l'effet contrasté de la baisse des dépôts à vue des banques, d'une part, et de la reprise des certificats de dépôts, de l'autre part (Cf. Graph 23).

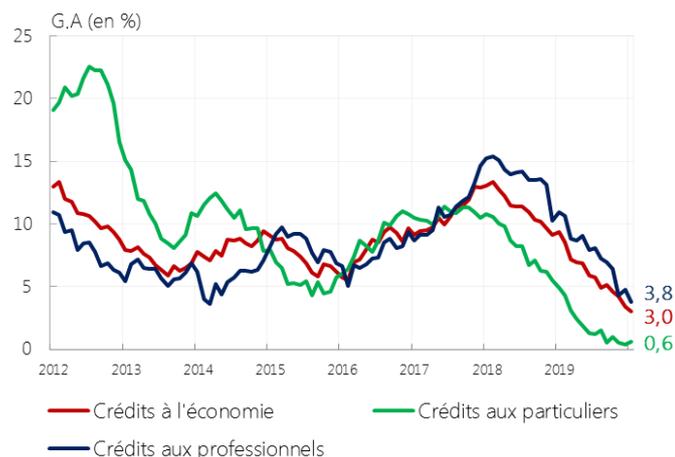
Graph. 23 : Evolution des ressources monétaires par catégorie au cours du mois de décembre durant les trois dernières années



Concernant l'évolution des crédits à l'économie, elle a poursuivi sa tendance baissière (+3,0% en G.A en janvier 2020 contre 3,4% en décembre 2019 et 9,4% en janvier 2019). Le rythme de progression des crédits s'est établi à 0,6% pour ceux accordés aux particuliers (après 0,4% en décembre 2019) et à 3,8% pour ceux octroyés aux

professionnels (après 4,8% en décembre 2019). (Cf. Graph 24). Ces évolutions portent la marque d'une légère accélération des crédits de court terme et de logement, d'une décélération des crédits de moyen et long terme et d'une baisse des crédits à la consommation.

Graph. 24 : Evolution des crédits à l'économie



Dernières observations: Janvier 2020.

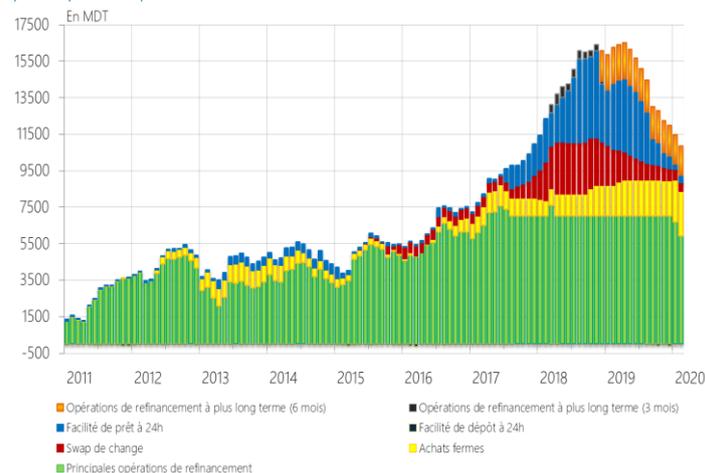
Source : BCT.

5. LIQUIDITE ET TAUX D'INTERET

Les besoins des banques en liquidité se sont maintenus sur une tendance baissière pour s'établir, en février 2020, à 10,8 milliards de dinars contre 16,2 milliards de dinars un an auparavant. Comparativement au mois précédent, cet apaisement s'explique d'une part, par l'effet expansif exercé par le Trésor (468 MDT au titre du remboursement de la dette intérieure), et d'autre part, par la poursuite des opérations de vente de devises par les banques à la BCT (achats nets de 564 MDT), ainsi que par la vente de billets de banque étrangers à la Banque Centrale (105 MDT). Le volume d'intervention de la BCT s'est élevé à 10,4 milliards de dinars, et a porté la marque de la baisse sensible du volume des opérations principales de refinancement (de -777

MDT) pour s'établir à 5.900 MDT, et la réduction des opérations de swap de change, revenant de 601 MDT en janvier 2020 à 476 MDT en février dernier (Cf. Graph 25).

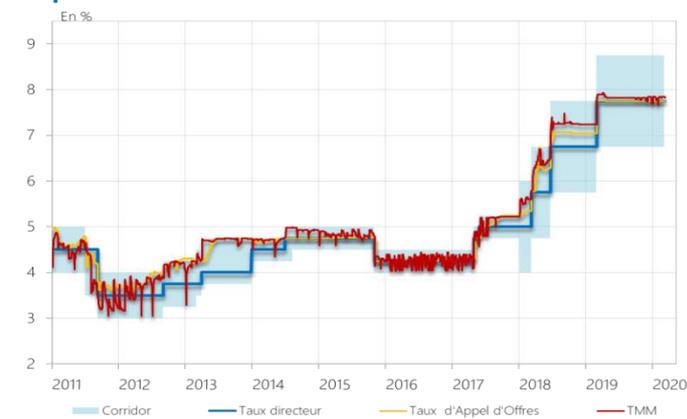
Graph. 25 : Evolution du volume global de refinancement par principales opérations



Dernières observations : février 2020.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, le taux moyen pondéré (TMP) des opérations principales de refinancement s'est maintenu inchangé à 7,75%, en février 2020, et ce, depuis mai 2019. Toutefois, le TMM a augmenté à 7,84% après 7,81% le mois précédent (Cf. Graph 26).

Graph. 26: Evolution des taux d'intérêt



Dernières observations : 4 mars 2020.

6. DEVELOPPEMENTS RECENTS ET REPONSE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Depuis décembre 2019, date de parution du coronavirus, en Chine, l'économie mondiale fait face à une crise sanitaire majeure engendrée par le COVID-19. Les incidences de la propagation internationale de cette pandémie et les mesures prises par chaque pays quant au confinement, par crainte de contamination virale, ont précipité la fermeture des frontières entre les pays. Les interruptions soudaines de l'activité économique devraient impacter les indicateurs économiques et financiers internationaux.

Bien que la durée et l'acuité de la pandémie de COVID-19 soient entourées d'une forte incertitude quant à leur horizon temporel, qu'il s'agisse d'un choc de court terme ou bien ayant un caractère plus permanent, les Gouvernements et les Banques centrales dans plusieurs pays touchés se sont précipités pour mettre en place un ensemble de mesures drastiques leur permettant de limiter la propagation de la pandémie et de circonscrire ses retombées sur leurs économies.

En Tunisie, le bilan du COVID-19 fait état de plus en plus de contaminés. Ce bilan est vraisemblablement porté à la hausse considérant le degré de virulence élevé du virus. Au-delà des considérations sanitaires, l'économie tunisienne, dont le cycle économique est fondamentalement synchronisé avec celui de la Zone euro, devrait fortement se ressentir de la baisse de l'activité au niveau des principaux partenaires commerciaux. Ainsi, **les retombées de la crise seraient perceptibles au niveau des indicateurs économiques, monétaires et financiers.** Ce nouveau contexte

amène à une révision significative du scénario initial de croissance économique ainsi que celui des équilibres économiques globaux à la lumière de l'ampleur de la crise qui laisse entrevoir en perspective une inflexion négative des indicateurs conjoncturels à partir du mois de mars 2020.

Dans ce contexte turbulent et de fortes incertitudes, et considérant les enjeux qu'implique cette situation et ses retombées immédiates et futures, et dans l'objectif de contribuer à atténuer ces effets négatifs, la Banque centrale a décidé d'agir de manière proactive. Cette orientation a été favorisée par la détente de l'inflation qui est revenue d'un maximum de 7,7% en juin 2018 à 5,8% en février 2020, et par ses perspectives d'évolution au vu de l'ampleur de l'impact négatif de ce choc sur la demande globale.

Conscient de l'acuité de la crise, notamment, sur le secteur productif, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie a décidé, le 17 mars 2020, de **baisser de 100 points de base le taux directeur, le ramenant à 6,75%**. Comme conséquence, le taux de la facilité de dépôts à 24 heures et le taux de la facilité de prêt marginal ont été révisés à la baisse, pour s'établir à 5,75% et 7,75% respectivement.

En outre, la Banque centrale a pris une série de mesures exceptionnelles de nature à appuyer l'action du Gouvernement dans la lutte contre les répercussions du CODIV-19. Parmi ces mesures, on peut citer l'assouplissement des conditions de fourniture de liquidité aux banques, dans le cadre de l'opération principale de refinancement et le moratoire d'échéances en faveur des entreprises.

La Banque centrale demeurerait vigilante et assurerait un suivi rapproché de l'évolution de la conjoncture économique ainsi que de la situation du secteur bancaire dans les

prochains jours, et n'hésiterait pas à prendre des mesures additionnelles si elle le juge nécessaire.